



Contribution de T-Online France

-

Consultation publique de l'Autorité de Régulation des Télécommunications sur les évolutions du plan de numérotation et de ses règles de gestion

26 janvier 2005

Contributeur
<p>Nom : T-Online France</p> <p>Activité : Fournisseur d'accès internet résidentiel et opérateur de voix sur IP</p>

Réf : TOF/ART/200501/FJ/T-online France 26-01-2005 consult plannum

T-Online France SAS
11 rue de Cambrai, 75927 Paris cedex 19
Contact : fabrice.josse@t-online.fr

Introduction

Club Internet, créé en octobre 1995 par le groupe Lagardère, est depuis février 2000 la filiale française de T-Online International AG, l'activité Internet de Deutsche Telekom.

T-Online France, sous la marque Club Internet, est l'un des leaders de l'accès Internet résidentiel en France, orienté vers la fourniture de services et de contenus Internet à haut et bas débit.

Depuis novembre 2004, Club-Internet propose un service de téléphonie sur IP à ses abonnés ADSL. Cette offre comprend en particulier l'attribution d'un numéro géographique (01, 02, 03, 04, 05) à chaque client.

1 – LES GRANDES EVOLUTIONS DE LA TELEPHONIE ET DE LA NUMEROTATION

a. Questions générales

(1) Quelles remarques générales pouvez-vous faire sur le plan de numérotation actuel ?

T-Online France salue l'initiative de l'Autorité de Régulation des Télécommunications concernant les évolutions du plan de numérotation français. Les remarques de T-Online France qui suivent sont à inscrire dans une vision dynamique de l'évolution des services résidentiels¹, secteur dans lequel connexion à haut débit, essentiellement sur la base de technologie xDSL, convergence fixe-mobile, « tout-IP » et services triple-play (TV sur ADSL, vidéo à la demande et vidéocommunications / visiophonie) constitueront progressivement les piliers du paradigme remplaçant la cohabitation « traditionnelle » service de téléphonie fixe d'une part, et de services mobiles, d'autre part.

Le plan de numérotation français actuel reflète les contraintes historiques issues de technologies de commutation de circuit d'il y a 20 ans (412 ZNE, profondeur d'analyse des commutateurs), d'un système de facturation téléphonique de l'opérateur historique pour le moins obscur au commun des mortels / consommateurs (communications locales, de voisinage, longue distance,..., vérifiant des distances entre chefs-lieux de ZNE et des relations d'adjacence) et des régimes d'interconnexion directe / indirecte dont la complexité est à la hauteur des enjeux financiers pour les opérateurs de télécommunications... Il est indéniable que le plan de numérotation français, depuis le passage à 10 chiffres en 1996, a su s'adapter aux nouveaux services et nouvelles exigences issues de l'ouverture à la concurrence avec un minimum de perturbations pour les consommateurs, démontrant par là même, la pertinence des choix faits à l'époque et leur caractère visionnaire. L'explosion de la connectivité permanente à haut débit, de la généralisation de la mobilité et la performance à moindre coût des systèmes de routage à base d'IP rendent cependant nécessaire de revisiter le plan de numérotation français.

(2) Quels sont les enjeux pour les opérateurs, les consommateurs, les industriels, etc. autour du plan de numérotation ? D'ici un an ? Dans 3 à 5 ans ?

(3) Quelles sont les évolutions techniques, commerciales, réglementaires, etc. qui sont susceptibles d'affecter le plan de numérotation ?

(4) Quels sont les nouveaux services amenés à se développer ? Quel sera leur impact sur le plan de numérotation ?

(5) Quels sont les grands facteurs d'évolution d'un plan de numérotation ?

L'évolution du plan de numérotation est, selon T-Online France, indissociable de l'évolution de la structure du marché résidentiel ; trois tendances de fond sont à considérer :

- La généralisation des raccordements haut débit permanent et la mise en place de plateforme de services IP : grâce au succès phénoménal de l'ADSL sur le marché résidentiel, qui va continuer à la fois à s'affirmer en terme de pénétration et d'augmentation du débit disponible, il devient possible d'offrir sur le même accès physique une multitude de services différents au même utilisateur mais également à une diversité d'utilisateurs (notamment, par exemple, les membres d'un foyer). Ceci est rendu en particulier possible grâce au dégroupage de la boucle locale de l'opérateur historique qui permet aux opérateurs dégroupés de maîtriser l'ensemble de la chaîne des services rendus aux clients grâce à l'investissement dans des plateformes de service / middleware, DSLAM et équipements terminaux innovants. Il en résulte un impact direct sur les besoins en adressage, dissociant accès physique (la boucle locale en cuivre) et utilisateurs, services,... L'un des challenges de l'évolution du plan de numérotation E.164 consiste donc à savoir s'il sera en mesure

¹ Les remarques de T-Online France se concentreront sur le marché résidentiel

de satisfaire ces multiples besoins ou bien si un adressage par exemple du type adresse IP privée / publique va s'imposer. Néanmoins, s'il est permis de penser qu'à terme un adressage IP pourrait s'imposer, il reste que, dans les 5 ans à venir, le besoin d'interopérabilité avec le monde de la commutation de circuit, et donc un adressage E.164 flexible, reste essentiel.

- La généralisation de réseaux de transport basés sur le protocole IP, d'une part, rend de facto le coût des communications relativement peu dépendant de la distance des appels et d'autre part, permet d'offrir des services considérés comme relevant de l'accès ou de boucle locale à partir de plateforme centralisée au niveau national. Ceci est par exemple le cas des services de voix sur IP actuellement offerts par Club-Internet à partir d'un softswitch. Il en résulte que les notions de ZNE pour la tarification ou de ZABPQ porté un commutateur local deviennent caduques et prônent pour une simplification radicale de la structure d'attribution des numéros géographiques.
- Convergence et substitution fixe – mobile : il n'est plus besoin d'établir la réalité de la substitution du trafic sortant fixe résidentiel au profit des appels sortants mobiles ; les observatoires trimestriels de l'Autorité constituent la meilleure référence en la matière. En outre, certaines études indiquent que 50% des appels mobiles sont désormais passées depuis le domicile, en utilisation équivalente à celle d'un combiné fixe sans fil de type DECT. De plus, les technologies de voix sur IP et notamment le protocole SIP et le Wifi permettent ou permettront d'offrir des services mobiles sans pour autant être opérateurs mobiles au sens traditionnel du terme. La question posée est alors sur quel type de numéros ces services devraient être proposés. T-Online France considère que ce type de débat est totalement lié aux régimes d'interconnexion liés aux différentes catégories de numéros et donc du partage des coûts et de la valeur entre opérateurs de la chaîne.

Dans cette perspective, il nous semble important de souligner que la notion « historique » d'opérateur longue distance née en 1998 avec la sélection du transporteur devrait progressivement laisser la place au concept d'opérateur d'accès multi-services, étant en mesure d'offrir non seulement les besoins de téléphonie fixe « de base » mais également la totalité de la palette de services fixes ou mobiles, « double, triple ou quadruple-play » et proposant un guichet unique aux consommateurs. Le modèle économique de ces nouveaux opérateurs d'accès reposera sur la capacité à facturer les services dits « sortants » mais également à toucher un reversement pour les communications électroniques à « terminer / faire aboutir » vers leurs clients ; dans un régime d'interconnexion directe de terminaison de trafic vers l'opérateur d'accès, notamment en dégroupage total, ce reversement est un élément déterminant du modèle économique. Entre les reversements existants actuellement sur les numéros géographiques et ceux des appels vers les mobiles, il existe incontestablement un espace pour créer des reversements intermédiaires qui reposerait sur des tranches de numéros différents (en Z= 7 ou 9, par exemple) et atteindrait le double objectif de faire partager à l'ensemble des consommateurs les économies résultant des avancées technologiques (donc faire payer moins cher que les appels vers les mobiles) et de fournir un reversement supérieur à l'opérateur d'accès multi-services que celui actuellement régissant la terminaison d'appel vers les numéros géographiques.

b. Les usages du plan et les évolutions à long terme

La vision du consommateur

(6) Ces informations vous semblent-elles pertinentes aujourd'hui ? à long terme ? Comment classeriez-vous ces informations par importance pour le consommateur ? Quelles autres informations serait-il utile de connaître via le numéro de téléphone ?

T-Online France estime qu'il est important pour le consommateur d'avoir une vision simple et lisible de la tarification des communications en fonction des grandes tranches de numéros. Ce n'est aujourd'hui pas le cas par exemple pour les numéros non géographiques 087B qui ne sont pas considérés de façon homogène par l'ensemble des opérateurs mobiles, comme le montrent les exemples ci-dessous.

Exemples de facturation des numéros 087B par différentes opérateurs :

Tarifs au 9/12/04 d'Orange France : de manière générale, les numéros 087B sont considérés et facturés comme un numéro fixe métropolitain classique. Il existe cependant des exceptions :

- *Dans le cadre de la souscription à un forfait compte mobile du type « 18€/mois », « 24€/mois » ou « Orange Plug », il existe pour la facturation des communications nationales vers le réseau fixe deux types de tarif : « normal » et « soir et week-end », le deuxième tarif étant moins cher que le premier. Les communications vers les numéros 087B sont, elles, toujours facturés au tarif normal.*
- *Les tarifs des formules de type prépayé (« Mobicarte ») considèrent les 087B comme des numéros spéciaux et les excluent donc des différents plans existant pour les numéros fixes nationaux.*

Tarifs au 19/01/05 de SFR

- *Les numéros non géographiques 087B sont considérés comme faisant partie du plan de numérotation fixe national et facturé selon le même principe quel que soit le plan tarifaire.*

Tarifs au 19/01/05 de Bouygues Telecom

- *Les numéros non géographiques 087B sont considérés comme des numéros spéciaux (cf. liste des numéros spéciaux) et sont à ce titre facturés en tarification au-delà du forfait pour les formules d'abonnement.*

Il semble essentiel qu'une tranche de numéros dédiée à l'attribution comme numéros d'appel d'un consommateur soit facturée par un opérateur de façon homogène.

De façon générale, T-Online France considère que le régime de liberté des opérateurs mobiles français concernant la tarification des numéros autres que géographiques est maintenant totalement décalé par rapport à la puissance qu'exerce ces opérateurs sur le marché des communications électroniques résidentielles – rappelons que le nombre de mobiles a dépassé le nombre de lignes fixes en France. La confusion créée dans l'esprit des consommateurs sur les numéros non géographiques nuit à l'image du secteur. A ce titre, il nous semble que la réflexion sur la structuration du plan de numérotation nationale n'a désormais de sens que si non seulement France Télécom, opérateur fixe, le suit mais également l'ensemble des trois opérateurs mobiles français.

Le nomadisme et les numéros personnels

(8) De manière plus générale, estimez-vous pertinent d'imaginer un numéro unique par abonné ? A l'inverse, estimez-vous pérenne la situation actuelle qui attribue plusieurs numéros par abonné (fixe, mobile, nomade), en plus d'autres identifiants de contact (adresse, adresse email, identifiant de messagerie instantanée) ?

Comme suggéré précédemment, T-Online France pense qu'avec la démocratisation des produits technologiques, le consommateur aspire à plus de simplicité. La situation actuelle ne semble ainsi pas pérenne, tant du point de vue client, que du point de vue technologique.

Les situations occasionnant l'affectation de multiples numéros pour un client donné sont désormais nombreuses : téléphonie fixe résidentielle « classique », offres de voix sur large bande en dégroupage partiel et total, téléphonie mobile, et sont couplées avec des situations clients potentiellement

complexes : déménagement de résidence², changement d'opérateur de téléphonie mobile, résiliations d'offres Internet, ...

L'orientation de la régulation a favorisé la mise en place de la portabilité du numéro, et introduit chez le consommateur la notion de conservation de son numéro d'appel, indépendamment de son choix de fournisseur.

Au vu de ces éléments, il semble que l'affectation d'un numéro unique par abonné (et non plus par ligne) soit à terme la solution la plus pertinente et créatrice de valeur.

(11) Quelles sont les contraintes que la portabilité induit sur le plan national de numérotation ? Quelles solutions proposez-vous ?

S'agissant de la portabilité locale du numéro géographique (PLN), T-Online France considère que le sujet est complètement corrélé à celui du décollage du dégroupage total sur le marché résidentiel. Or, celui-ci n'a pas encore réellement en France faute de conditions économiques et opérationnelles favorables. Les récentes annonces faites sur la hausse de l'abonnement téléphoniques laissent à penser que le dégroupage total résidentiel pourrait effectivement décoller en France en 2005.

D'un point de vue technique, la PLN est basée sur une technique de « onward routing » qui oblige à router les appels vers l'opérateur historique attributaire de la tranche de numéro avant d'être ré-acheminés vers l'opérateur preneur, avec une facturation du reroutage par l'opérateur historique. Il convient de noter que cette solution technique spécifiée en 1998 n'est pas destinée à gérer des flux massifs d'appels tant son inefficacité en terme de « tromboning » réseau est importante. En anticipation d'un décollage de la PLN associée au dégroupage, T-Online France suggère que l'Autorité anime une réflexion sur la possibilité d'introduction de système de PLN plus efficace techniquement et notamment l'utilisation d'un serveur centralisé de type réseau intelligent permettant de déterminer l'acheminement optimal, tel que cela existe par exemple aux Etats-Unis.

T-Online France souhaite également attirer l'attention de l'Autorité sur les contraintes arbitraires de la PLN pour un opérateur de VoIP tel que T-Online France qui ne souhaite pas développer un réseau de commutation traditionnel, national avec des points de présence dans chacune des zones de transit et une interconnexion avec l'opérateur historique. Au contraire, nous souhaitons pouvoir conserver une architecture softswitch VoIP centralisée et faire appel à des opérateurs longue distance disposant d'interconnexion avec l'opérateur historique pour collecter le flux de trafic entrant sur des numéros portés. Or, ceci se heurte à trois difficultés non techniques :

- D'une part, il ne semble pas possible, aujourd'hui, pour un opérateur, d'obtenir plusieurs préfixes de portabilité auprès de l'Autorité. Or, d'un point de vue technique, le préfixe de portabilité est associé à une machine / commutateur et non pas un opérateur ; ce préfixe de portabilité, placé techniquement devant le n° appelé, doit permettre de router l'appel vers le commutateur preneur sans analyser le n°. Dans le cas décrit, où l'opérateur longue distance ferait également de la portabilité pour son propre compte, l'utilisation d'un seul préfixe de portabilité implique qu'il recevrait sur le même faisceau les appels portés à destination de son activité et les appels portés pour le compte de T-Online France ; pour pouvoir ré-acheminer les flux vers notre plateforme, l'opérateur intermédiaire devrait analyser totalement l'appel (jusqu'au ZABPQMCDU), ce qu'un commutateur traditionnel ne sait pas faire de façon efficace ; la

² 10% des consommateurs déménagent ainsi chaque année et sont concernés par une potentielle situation de ré-attribution de numéro fixe résidentiel. Pour mémoire France Telecom facture 25€ TTC par numéro la possibilité de conserver son numéro de téléphone pour un déménagement dans une même ZNE.

possibilité de disposer d'autant de préfixes de portabilité qu'il y a de commutateurs porteurs simplifierait donc grandement l'acheminement.

- L'autre alternative consisterait à ce que T-Online France obtienne un préfixe de portabilité auprès de l'Autorité et mandate un opérateur intermédiaire pour collecter les flux entrants portés auprès de l'opérateur historique ; or, aujourd'hui, pour des raisons non techniques, celui-ci refuse, en interconnexion directe, le principe de PoP-Entrant pour compte tiers, ie qu'il imposerait à T-Online France d'avoir un PoP-Entrant dédié dans chacune des zones de transit où il y aurait du trafic à collecter. Ceci nous semble totalement inefficace et arbitraire et revient à mettre des barrières artificielles au développement à moindre coût de la portabilité en France.
- Dans le cas du dégroupage total réalisé par un opérateur dégroupé tiers pour le compte d'un client Club-Internet, le numéro porté semble être associé à l'opérateur dégroupé alors que nous souhaiterions que le portage se fasse de façon coordonnée au dégroupage total, vers la plateforme de téléphonie de T-Online France (dans les modalités décrites aux 2 points ci-dessus) sans passer par la plateforme de l'opérateur dégroupé ; il n'y a pas de raisons techniques pour lier dégroupage d'une part et interconnexion & portabilité d'autre part dès lors que le commercialisateur auprès du client est le même.

2 – LES REGLES DE GESTION DES RESSOURCES EN NUMEROTATION

b. Les numéros destinés aux communications vocales interpersonnelles

(20) Quel type de traitement proposez-vous pour les différents services de voix sur IP, du point de vue de la numérotation ?

Dans le cadre d'offres de voix sur IP sur un accès ADSL, il existe deux alternatives pour l'attribution des numéros :

- Attribuer des numéros non-géographiques en 087B : cela revient au choix de la simplicité d'attribution technique combinée à un avantage client « restreint » (facturation des correspondants nationaux éloignés moindre) ; les retours clients démontrent une crainte « instinctive » des clients vis-à-vis de numéros en 087 qui perçus comme étant « proches » des 089B donc potentiellement sur-taxés. De plus dans le cas du dégroupage total, des focus groupes remontent une barrière psychologique à inscrire dans son état civil, CV, carte de visite un numéro non-géographique.
- Attribuer des numéros géographiques permet une certaine optimisation financière (versement a priori supérieur) et marketing (les numéros géographiques sont réputés plus proches du client) mais en revanche provoque une complexité de gestion importante et génère un coût de redevance annuelle significatif si l'on souhaite couvrir les 412 ZNE.

T-Online France considère que la question du choix des tranches de n°s pour la VoIP dépend des différents montants de versements inter-opérateurs perçus au titre de l'interconnexion directe. Actuellement, un versement supérieur est associé aux numéros géographiques, ce qui tendrait à les favoriser en dépit de la complexité de gestion. Néanmoins, le marché remonte une très forte incertitude quant à la stabilité des versements respectifs en géographiques et 87B et leur évolution, ce qui ne facilite pas la planification. L'intervention de l'Autorité pour parvenir à clarifier les enjeux des versements de l'interconnexion directe nous semble donc essentielle.

De plus, comme évoqué à la question 11, T-Online France souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur les contraintes existant sur les points de présence des opérateurs (dit PoP-Entrant) pour

l'interconnexion directe et la terminaison d'appel depuis le réseau de l'opérateur historique vers des n°s VoIP (qu'ils soient géographiques ou en 087B) : celui-ci refuse que l'opérateur puisse désigner les faisceaux d'interconnexion d'un opérateur tiers pour se faire livrer le trafic, ce qui revient à obliger l'opérateur VoIP à avoir des PoP entrants dans chacune des zones de transit, ce qui est à la fois injustifié et un moyen d'augmenter les coûts associés à la fourniture de ce service au détriment du bénéfice des consommateurs. Ainsi, l'opérateur VoIP se voit contraint d'utiliser les numéros d'autres opérateurs pour proposer son service.

Comme indiqué ci-dessous, en vertu du principe de simplicité mais en tenant des habitudes des consommateurs, T-Online France serait plutôt favorable à abolir le concept de ZNE et à ne garder que 5 zones, Z=1 à 5 pour les numéros VoIP ; ceci nous paraît représenter un bon compromis entre les différentes aspirations.

(21) Estimez-vous pertinent d'envisager la disparition de la notion géographique dans le plan de numérotation (option 2) ? Si oui, à quelle échéance et pourquoi ? Outre l'option 1 (conservation des ZNE, éventuellement élargies), une autre option vous semble-t-elle possible ?

Le concept de ZNE, comme expliqué précédemment nous paraît archaïque d'un point de vue technique et engendrant une complexité opérationnelle importante en matière de gestion. Afin de ne pas créer de rupture trop importante avec des habitudes datant maintenant de 1996, T-Online France suggère de ne garder qu'une distinction, certes artificielle, au niveau de Z (de 1 à 5) et faire disparaître le concept de ZNE dès que possible. Du reste les tarifs des appels des opérateurs alternatifs sont presque systématiquement indépendant de la distance.

- *Les récentes offres de forfait illimité pour des appels « nationaux »³ ont pour effet pour le consommateur de détruire le distinguo entre local et national, puisque tous les appels dans le plan de numérotation en 01, 02, 03, 04 et 05 (hors DOM-TOM) sont inclus et valorisés de la même façon dans un forfait, indépendamment de leur zone géographique d'appartenance.*

(22) Pour l'option 1 de conservation d'une notion géographique via l'utilisation de ZNE, pensez-vous qu'il existe un risque de surconsommation des numéros géographiques, du fait par exemple du grand nombre de blocs nécessaires à un opérateur pour couvrir tout le territoire français ? Quelle autre raison pourrait entraîner une surconsommation de numéros géographiques ?

Il existe un certain risque de surconsommation : les clients en dégroupage partiel, ou en dégroupage total qui ne font pas porter leur numéro se voient attribués un numéro « secondaire » par leur fournisseur de communications en voix sur IP. Lors d'une résiliation, ce numéro est gelé pendant une période déterminée (typiquement une année). On peut imaginer, avec l'augmentation du volume de « churners » sur le marché, une situation où un même abonné haut-débit serait titulaire d'un, deux, voire trois numéros. Sur des zones où les ressources en numérotation non France Telecom sont rares, cette situation de surconsommation engendrerait une pénurie.

(23) Pour l'option 1, estimez-vous donc nécessaire de modifier la granularité minimale des blocs de numéros ou d'étendre la couverture géographique d'une ZNE ? Quelle est la solution la plus pertinente à vos yeux ?

Il paraît opportun d'étendre la granularité minimale au niveau du Z.

³ Généralement est considéré comme national un numéro fixe métropolitain, parfois les numéros en 087B le sont aussi comme évoqué par ailleurs.

(28) Les numéros non-géographiques non mobiles ouverts pour les communications interpersonnelles vocales (087B) sont-ils adaptés aux besoins des utilisateurs et des entreprises ? Estimez-vous nécessaire l'ouverture d'une nouvelle tranche de numéros pour les communications interpersonnelles vocales sans localisation géographique ? Justifier.

Dans une certaine mesure, les numéros non géographiques répondent aux besoins des utilisateurs car ils permettent d'introduire une souplesse de gestion dans l'attribution de numéro et donc souplesse et facilité de proposition de services apportant une réelle valeur pour le consommateur. Ainsi, il est aujourd'hui très difficile pour un fournisseur de téléphonie en voix sur IP d'adresser des consommateurs dans des ZNE de moindre importance à l'aide de numéros géographiques. La proposition de numéros géographiques nécessite un effort particulier en terme de prévisions et de capacité. L'utilisation de numéros non géographique a ainsi simplifié cette gestion opérationnelle et facilité le développement des offres de voix sur IP. La nuance à apporter est la non lisibilité tarifaire existante sur cette tranche, notamment la relative discrimination réalisée par les opérateurs de téléphonie mobile des numéros 087B (cf. réponse à la question 6).

Une réponse à la satisfaction des besoins des utilisateurs relève du qualitatif et de l'apparition dans des supports de communication personnels (cartes de visite, CV, ...) de numéros non géographiques.

La création d'une nouvelle tranche de numéros serait liée à d'éventuelles difficultés d'attribution (surconsommation, pénurie de numéros disponible, ...) de numéros en 087B (soit 7 millions). En revanche, en tenant compte de la progression des services de voix sur IP et la réservation des ressources disponibles, on peut estimer qu'une telle situation puisse un jour se produire. Aussi semble-t-il opportun de créer une tranche de numéros spécifiques, permettant de s'affranchir des contraintes de ressources. Dans l'hypothèse où cette tranche serait créée, T-Online tient à mettre l'accent une nouvelle fois sur la cohérence nécessaire du point de vue tarifaire pour le consommateur final, afin d'éviter les situations actuelles.

(30) Dans le cas de l'ouverture d'une tranche, estimez-vous nécessaire de distinguer les numéros attribués pour les services de communications électroniques des numéros attribués pour les services téléphoniques ouverts au public ? Quelles tranches de numéros attribuer alors à chaque catégorie de service ?

T-Online estime qu'il n'y a pas de nécessité de distinguer un numéro d'appel en fonction du support du service de communication (fréquence basse vs. large bande) d'un point de vue marketing. Par ailleurs, le fait de fournir un service de communication interpersonnelle vocale, qu'il soit supporté de façon classique par des fréquences basses ou par un service d'accès large bande, entraîne pour son fournisseur les mêmes contraintes (redevances pour le service universel, capacité à réaliser des écoutes légales, terminaison des numéros d'urgence).

T-Online pense que seule la notion de tarification différenciée justifie une distinction entre tranches de numéros. L'important est de proposer au consommateur une grille de tarification lisible et homogène. Aussi ne doivent pas coexister au sein de cette tranche des numéros géographiques, des numéros non géographiques et des numéros spéciaux.

(53) Selon les catégories de numéros, est-il techniquement possible de réduire la modularité minimale des blocs de numéros de 10000 à 1000 numéros pour toutes les catégories de numéros ? Sinon, à quelle échéance cette réduction est-elle envisageable ?

La réduction de la granularité d'attribution à 1000 numéros nous paraît tout à fait justifiée du point de l'efficacité de gestion de la ressource en numérotation ; en outre, d'un point de vue financier, la redevance de 2c€/an/n° n'est pas négligeable dès que l'on considère des volumes sur 412 ZNE, soit 80k€/an. Ceci devrait pouvoir être effectif dès 2005.

(62) Quelles observations désirez-vous communiquer à l'Autorité sur les parties du plan de numérotation qui n'ont pas été évoquées explicitement ?

Base de données centralisée de traduction des numéros d'urgence en numéros noirs :

T-Online France souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur les contraintes lourdes et inefficaces régissant l'obligation des numéros d'urgence par les opérateurs. En effet, vu que l'opérateur historique qui dispose de l'information, refuse de la fournir, chaque opérateur « d'accès », y compris en VoIP, se voit contraint de faire la démarche auprès de chaque préfecture départementale pour recenser l'intégralité des numéros noirs, commune par commune (rappel : il y a 36000 communes en France), pour chaque numéro d'urgence, avec parfois l'obligation de gérer des routages différents en fonction du jour de la semaine ; de plus, ces informations évoluent sans cesse. Il paraît particulièrement efficace tant du point de vue la protection des consommateurs et que du point de vue des opérateurs de pouvoir accéder de manière centralisée à une base de données à jour des traductions de numéros d'urgence, au même titre qu'il est possible de souscrire à la base de données de numérotation de l'Autorité. A contrario, et avec le développement de la concurrence, il est à craindre que certains opérateurs puissent ne pas assumer leurs obligations d'acheminement des numéros d'urgence au plus grand détriment du consommateur. L'Autorité paraît tout à fait indiquée pour animer un groupe de réflexion sur le sujet ou commanditer la réalisation d'une telle base.